



Montreuil le 14 septembre

COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

Le bureau national du syndicat des douanes CGT s'est réuni les 13 et 14 septembre 2012. Il a fait le point sur la situation générale et revendicative, et notamment sur la problématique des actions diverses initiées, en douane, de façon décentralisée.

Bien au delà de la journée de carence et de ses conséquences sur les indispositions passagères, la question de l'exercice des missions de service public douanier est aussi au cœur des préoccupations des personnels.

Les menaces sur l'avenir de notre administration existent. Les inquiétudes des agents à ce sujet pèsent au quotidien et contribuent au mal-être ambiant. Ce qui a été fait dans la dernière période n'est pas vain. Défendre et promouvoir le service public douanier auprès des élus, des représentants de l'Etat ou du gouvernement est utile et doit se poursuivre.

Il s'agit là de points d'appui importants pour les actions à venir qui seront nécessaires si nous voulons gagner sur l'essentiel.

Cependant, nous constatons que la mobilisation n'est pas à la hauteur des enjeux. Le mouvement ne s'élargit pas, bien au contraire. Certaines formes d'action ne sont pas de nature à porter de manière offensive les revendications, à fédérer le mouvement et à l'amplifier.

Il convient dès lors de préciser que la proposition de la CGT douanes d'organiser une journée nationale d'action, de grève et de manifestation pour la fin du mois de septembre a été repoussée par l'ensemble des autres syndicats douaniers lors de la rencontre intersyndicale du 12 septembre. Dans le même temps la plateforme revendicative (voir au verso) est globalement partagée.

Ceci n'est pas de nature à construire un rapport de force dont la nécessité, l'opportunité semblent faire débat tant dans certains syndicats que parmi les personnels.

Pour sa part, la CGT privilégie l'expression des agents quant à leurs attentes, leurs exigences en matière d'exercice des missions publiques, d'emploi, de maintien des services et de conditions de travail.

Plus que jamais, nous devons nous faire entendre !

En ce sens la CGT douanes assume ses responsabilités et poursuit son action pour créer les conditions d'un mouvement d'ampleur, seul susceptible de faire aboutir les revendications des agents.

C'est pourquoi, le bureau national propose à l'ensemble de ses militants, syndiqués, et au-delà à l'ensemble des douaniers, de s'inscrire dans la journée européenne et nationale de mobilisation du mardi 9 octobre prochain et de participer aux initiatives locales et régionales.

**Choisir d'agir, c'est choisir l'avenir,
décidons le ensemble!**

- La restauration pleine et entière du droit de grève reconnu par la Constitution pour les agents de la surveillance ;
- Un bilan contradictoire des réformes qui se sont succédé et parfois contredites depuis 20 ans ;
- Une nouvelle politique pour une douane ambitieuse au service de l'intérêt général, avec des moyens humains et matériels nécessaires à cette politique ;
- Un arrêt immédiat des fermetures de services et de brigades ;
- Des créations d'emplois suffisantes pour faire face aux missions traditionnelles du service public douanier ainsi qu'aux enjeux nouveaux comme la TPL ;
- Améliorer rapidement les conditions de travail et en premier lieu les méthodes d'organisation du travail de façon à mettre fin à la souffrance au travail aiguë dans notre profession ;
- Garantir des volumes de promotions permettant un déroulement de carrière ;
- Renforcer le logement social douanier, en redonnant des moyens financiers à l'EPA MASSE ;
- Soutenir Activement les associations douanières, notamment l'ODOD et la Mutuelle, dans leur activité d'action sociale ;
- La reconnaissance de la pénibilité du travail en surveillance par un droit effectif au départ à la retraite à 55 ans à taux plein ;
- La suppression de la «journée de carence» dans le public comme dans le privé.